

1. Dans le cadre de la trajectoire vers une énergie bas-carbone, quelle place accordez-vous aux énergies renouvelables (hydraulique, solaire et éolien) et au nucléaire dans le mix énergétique de l'Europe – et dans celui de notre pays – à horizon 2050 ?

Pour citer, Anthony Pouliquen, auteur contemporain insuffisamment connu : "l'écologie sans lutte des classes, c'est du gaspillage".

Cette citation s'applique parfaitement à la politique énergétique imposée depuis Bruxelles.

La loi de modernisation du service public de l'énergie adoptée en 2000 par une majorité parlementaire dite de "gauche plurielle" a ouvert la voie au démantèlement d'EDF, monopole d'Etat du service public de l'énergie.

Cette loi transposait la directive 96/92/CE du 19 décembre 1996 visant à donner aux fournisseurs privés l'accès libre aux réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz.

Depuis l'ouverture totale des marchés de l'électricité et du gaz à la concurrence par le gouvernement Jospin, si nous n'avons pas changé de sujet, nous avons changé de récit.

Nous sommes désormais dans celui des énergies dites renouvelables et du capitalisme vert.

Le capitalisme vert, c'est du capitalisme des start-up maquillées en vert.

Ainsi, sous l'impulsion de l'Union européenne et au moyen de son "droit dérivé", nous assistons au démantèlement méticuleux du service public de l'énergie.

Conçu sur les bases du programme du Conseil national de résistance, le service public de l'énergie illustre parfaitement les grands principes du service public : égalité des usagers avec la péréquation territoriale, continuité du service public appuyé sur un statut réglementé des agents publics. Il a permis l'exploitation de l'énergie hydraulique exigeant de grands investissements d'Etat, sans commune mesure avec ceux des compagnies minières privées d'avant-guerre.

Ce service public incarnait parfaitement le principe de mutabilité du service public qui a conduit Électricité de France, porté par une volonté politique puissante de former des techniciens et des ingénieurs de grande qualité, à innover sur le plan technologique au moyen des investissements réalisés dans le domaine du nucléaire. Cette articulation a été impulsée par un Parti communiste majoritaire au sortir de la guerre et demeuré puissant pour plusieurs décennies. Elle a conféré au peuple français une indépendance énergétique totale.

Depuis, tous les projets d'innovation technologique du nucléaire ont été interrompus de force par les différents gouvernements qui se sont succédé, avec le coup d'arrêt

imposé aux ingénieurs d'EDF. Pourtant, les technologies de surgénérateur Phoenix, Superphoenix et enfin Astrid nous promettaient un avenir d'une énergie bas carbone, économique et à la matière première quasi-inépuisable.

Nous sommes arrivés à un tel niveau de sabotage qu'EDF est contrainte de faire appel à des techniciens étrangers pour pourvoir à l'entretien de nos centrales nucléaires, faute de volonté politique de former des techniciens et des ingénieurs dans domaine du nucléaire.

L'instrumentalisation des énergies dites "renouvelables" qui sont en définitive des énergies intermittentes, s'inscrit dans cette logique d'offrande du service public faite aux marchés.

Ainsi, à grand coup d'argent public, les citoyens financent des infrastructures éoliennes et solaires, les raccordements au réseau de transport d'électricité pour conférer aux spéculateurs privés le statut de "producteurs d'électricité". Ces spéculateurs privés sont appelés "start up".

Les citoyens paieront aussi le démantèlement de ces échecs organisés qui ne rapportent qu'aux spéculateurs.

Des installations de type industrielle sont ainsi imposées au moyen de la prérogative de puissance publique. Toutes les communes de France sont concernées.

En effet, la loi 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables prévoit que toutes les communes soumettent des propositions au représentant de l'État pour réaliser des installations intermittentes sur leur territoire.

Pour cela, il s'agit de détruire des forêts et des terres agricoles, d'attenter à la biodiversité pour un résultat médiocre sur le plan de la productivité.

Tout ceci est aberrant et les scandales de corruption se multiplient. Ils concernent tous les maillons de la chaîne.

Cela permet à des spéculateurs privés qui se prétendent producteurs d'électricité de impunément piller EDF et les usagers.

EDF leur revend l'électricité qu'elle produit au prix de 42 euros le mégawatt. Les spéculateurs privés imposent un prix de marché aux usagers qui a atteint 743 euros en août 2022.

Pourtant, notre classe politique auraient pu s'appuyer sur la Constitution pour éviter cela. Le service public de l'électricité est protégé au sens du paragraphe 9 du Préambule de la Constitution de 1946. Mais au contraire, ils ont fait le choix d'accompagner cette vandalisation en poussant de faibles grognements, dans le meilleur des cas.

L'ANC s'inspire des pays étrangers avec lesquels il sera nécessaire de nouer des partenariats pour concevoir une politique énergétique française indépendante.

Penser cette démarche n'est pas accessible à ceux qui ont contribué à ce sabotage.

L'énergie est une question centrale pour la vie des citoyens. C'est une condition sine qua non à la réindustrialisation, à une politique agricole nationale, à la restauration du service public du rail et des communications.

L'ANC considère que les décisions politiques qui en découlent nécessitent de s'appuyer sur une innovation technologique efficace assise sur la recherche publique et sur les monopoles d'Etat.

Le développement des réacteurs de nouvelle génération dits "réacteurs surgénérateurs" doit être repris sans délai. Cette technologie nous assurerait une réserve en combustible composé de déchets nucléaires quasi-inépuisable. Elle garantirait une indépendance à notre pays. Elle nous permettrait également d'exporter cette technologie pour les pays qui en ont besoin.

Les citoyens doivent mesurer que le développement économique de la France a été réalisé en exploitant les ressources en uranium de pays comme le Niger, première réserve mondiale d'uranium avec la Russie. Si cela s'est fait sur une base contractuelle, on ne peut que constater que cette exploitation n'a pas conduit à une amélioration des conditions d'existence des Nigériens.

Internationalistes, nous ne pensons un projet politique qu'en partageant les ressources, les connaissances et les techniques avec les autres peuples.

La décarbonation est lancée dans les pays européens. Elle se fait pour des raisons hypocrites puisqu'elle tient à la délocalisation industrielle en particulier dans les pays extra-européens, à qui l'Union Européenne fait mine ensuite de donner la leçon.

En revanche, nous souhaitons renouer avec le double impératif (indissociable) d'indépendance énergétique et de protection de l'environnement. Ceci doit être pensé en fonction des changements climatiques.

C'est ce que nous apprennent en particulier les stratégies énergétiques chinoises, tournées vers toutes les énergies disponibles sur le territoire national, et pour lesquelles la Chine est le premier producteur mondial. Ce leadership n'est pas un hasard : il est le fruit d'une croissance permise par l'indépendance nationale et d'un contrôle d'Etat sur la production industrielle stratégique.

A l'image de la dépendance chinoise du charbon, une politique ambitieuse de réindustrialisation conduira à l'utilisation d'énergie fossiles dans l'immédiat.

Mais la lucidité sur ce point, doit inspirer une volonté de limiter, de prioriser et de planifier l'utilisation de cette énergie. C'est avant tout l'indépendance nationale et une planification économique découlant de l'intérêt commun, solide et orientée par l'Etat, qui permettra d'articuler la réindustrialisation et la transition vers des énergies de remplacement.

En somme, nous sommes partisans d'une stratégie la plus mixte possible, sans se jeter dans des mirages commerciaux. Nous savons qu'il n'existe aucune solution miracle à elle seule. Mais nous assortissons cet effort à une lutte pour l'indépendance nationale, énergétique, et pour une renationalisation résolue et totale des ressources énergétiques locales, fossiles comprises, et des infrastructures permettant de les exploiter, seule condition permettant de financer une transition énergétique durable et organisée.

La Chine n'est pas source d'inspiration par hasard : Elle est souveraine, quand la France ne l'est plus, inféodée aux intérêts court-termistes de la chaîne impérialiste euro-états-unienne, dont il est impératif de sortir.

2. Comment envisagez-vous l'utilisation de l'hydrogène comme porteur d'énergie en Europe à l'horizon 2050 ?

Nous considérons que cette utilisation de l'hydrogène vert, liquéfié par l'énergie éolienne par exemple et transportable, a de l'avenir : elle est déjà expérimentée en Chine où la production est planifiée et déjà massive. Le caractère « vert » c'est-à-dire produit à partir d'énergies renouvelable est garanti, constitutionnellement depuis les engagements du congrès du PCC en 2012 pour une « civilisation écologique ». Nous n'avons en revanche aucune confiance dans les instances européennes anti-démocratiques pour pérenniser l'origine renouvelable des énergies qui permettront de liquéfier l'hydrogène. Seule une indépendance nationale et une souveraineté populaire dans chaque pays d'Europe, y compris la France, permettront d'obtenir une telle garantie.

B) Thème agriculture et nature

Questions

1. Comment considérez-vous les nouvelles techniques génomiques (NGT en anglais) pour leur utilisation agronomique, en particulier par rapport aux techniques de transgénèse utilisées antérieurement et regroupées sous le terme d'OGM ?

Nous défendons les progrès scientifiques et voulons désigner ceux qui sont vraiment responsables des dérives dangereuses dont les innovations biotechnologiques sont les alibis : le grand patronat. La technologie des OGM, si elle tient compte d'une grande complexité de données nouvelles en matière d'écologie et d'épigénétique, est une bonne nouvelle pour les peuples, s'il s'agit d'aider à la résolution des problèmes de fertilité des sols ou d'appauvrissement nutritionnels des aliments produits. Dans l'UE, ce qui est encouragé est une utilisation frauduleuse des OGM pour augmenter la

dépendance des paysans aux grandes multinationales, livreuses de semences non reproductibles ou dépendantes de certains pesticides dont elles ont le monopole. Cette emprise doit cesser de toute urgence, pour que les expérimentations, sérieuses, soient développées dans le sens d'un approvisionnement alimentaire plus juste et plus durable.

2. Quelles mesures préconisez-vous pour préserver la biodiversité à l'échelle européenne ?

Les plus grandes avancées dans ce domaine sont liées à la reforestation et au développement de l'agroécologie à Cuba, pays d'avant-garde depuis trente ans en la matière selon plusieurs ONG et la FAO. Selon la WWF c'est le seul pays à avoir atteint le stade du développement durable : préserver la biodiversité (en régulant et en interdisant les pesticides, en développant les réserves naturelles) sans impact sur les prix à la vente, en ce qui concerne les *organoponicos* urbains en particulier. Cette politique contribue non seulement à la lutte générale contre l'effondrement de la biodiversité et le dérèglement climatique, mais aussi à assurer une plus grande indépendance nationale, passant par l'amplification de la souveraineté alimentaire. Ces deux objectifs sont intimement liés, politiquement, et passent par une politique de nationalisation et de dépenses publiques orientées vers la science et l'agronomie d'avenir. Nous souhaitons clairement sortir du modèle d'agriculture intensive qui reste ultra majoritaire en UE et nous inspirer de ce modèle cubain, qui rompt progressivement avec les pratiques du passé. Nous trouvons des exemples similaires dans d'autres pays soucieux de développer la souveraineté alimentaire contre l'agrobusiness mondial impérialiste, aux gouvernements progressistes, comme l'Etat indien du Kerala, le Vietnam, la Bolivie, notamment. Ceci confirme qu'une véritable lutte contre l'effondrement de la biodiversité passe par des dépenses publiques organisées démocratiquement, par des gouvernements populaires et indépendants, à l'opposé de ce qui se fait en UE sous l'emprise d'une commission européenne non élue.

C) Thème numérique

Questions

1. Selon vous, quels bénéfices peut-on attendre de l'intelligence artificielle (IA) au niveau européen et quels sont les sujets de préoccupation qui doivent être pris en considération ?

Nous ne partageons pas l'angoisse d'un développement artificiel « en soi » : il s'agit d'une technologie révolutionnaire, dont la recherche ne pourra sans doute plus se passer à l'avenir, vue la complexité des enjeux à résoudre, et celle des solutions à proposer : l'évolution du climat, la conformation des protéines qui permettront les médicaments de demain, etc. autant de domaines où l'intelligence seule ne suffit plus. Nous savons que l'intelligence humaine reste au cœur de toutes les innovations scientifiques et techniques, mais les outils dont elle se dotera pour poursuivre sa connaissance du monde décupleront ses ambitions. Nous sommes marxistes, donc

matérialistes et en ce sens nous nous plaçons toujours dans le camp du progrès scientifique contre tous les obscurantismes.

En revanche, nous sommes conscients des graves dangers encourus en laissant ces programmes de recherche aux mains irresponsables des financeurs privés et autres aventuriers milliardaires. Nous voulons que la recherche dans son ensemble soit financée entièrement, et donc contrôlée, par un service public dépendant du pouvoir populaire, afin de lutter contre les dérives qui accompagnent systématiquement toute grande innovation en régime capitaliste. La politique du tout numérique de la France et de l'UE a au moins accentué toutes les dérives : non seulement un fichage occulte généralisé, mais aussi un prétexte de plus pour supprimer ou rendre inaccessibles des services encore récemment publics, désormais sous traités ou livrés à une privatisation rampante. Le tout aggravé par le recours massif aux réseaux dits sociaux, qui privilégient les intérêts individuels ou d'innombrables petites « communautés » au détriment des nécessaires luttes sociales.

L'IA, de son côté, comme les autres nouvelles technologies numériques, a été au départ développée au sein de gigantesques entreprises capitalistes d'abord californiennes, désormais étendues au reste du monde, mais sur les mêmes bases de satisfaction des marchés en vue de réaliser toujours plus de profits, avant tout financiers, quand baissent ceux provenant de la production matérielle. Sur le fond, il faut s'interroger sur la nature de cette intelligence : s'agit-il de la possibilité d'appliquer d'immenses capacités de calculs à la résolution de problèmes réels comme des diagnostics médicaux ou de réduire dans des proportions inouïes les emplois de production et de gestion ? S'agit-il de se substituer aux capacités d'inventions de l'intelligence de chacun d'entre nous au profit d'algorithmes de plus en plus performants pour décider à notre place ?

Homme augmenté ou homme diminué ? La question reste ouverte, comme de son côté, sur la question des NBT/NGT, l'étude du CPST se refusait à conclure dans un sens favorable ou non.

En matière numérique comme ailleurs, il nous faut distinguer entre vraies découvertes et innovations, entre recherche du profit par et pour le marché et satisfaction des besoins sociaux. Le socialisme permettrait d'éviter les principaux écueils, mais en attendant il nous faut nous déterminer sur les enjeux politiques, économiques et sociaux mais aussi scientifiques, et il est bien que nous puissions aussi sur ce point donner nos réponses.

D'une manière générale, il nous faut aussi bien fuir l'obscurantisme (refus du progrès scientifique) que le scientisme (croyance aveugle que la solution des problèmes auxquels se heurtent la planète et la société sera apportée par 'la science') : il n'y a pas d'une manière générale de technologie neutre (elles doivent être toujours soumises à examen critique) a fortiori dans notre système capitaliste, et il nous faut en effet insister dans nos réponses sur ce point. Pour autant, des débats existent aussi

2. Comment envisagez-vous le partage et la protection des données personnelles au niveau européen, dans un monde numérique ?

Nous souhaitons sortir de l'Union Européenne pour retrouver une souveraineté populaire réelle, seule susceptible d'interdire ce type de commerce et de dépendance, à la fois parce que les données personnelles ne sauraient être considérées comme des marchandises, et parce que dans ce système, un basculement vers des politiques ouvertement fascistes serait favorisé par l'absence de la protection de ces données. Dans un but antifasciste et de respect des droits, à commencer par ceux des militants progressistes, qui seront directement ciblés par l'ouverture des données personnelles, nous nous opposons au partage des données de ce type. Il s'agit évidemment aussi de protéger les pays indépendants de l'espionnage extérieur, notamment de celui des USA qui a déjà largement pris pieds dans les pays européens notamment.